

L'Amérique latine est-elle toujours l'« arrière-cour » des États-Unis ?

Alexander Main, TRADUCTION ET NOTES ADDITIVES **Mireille Azzoug**

DANS **REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE** 2018/3 N° 111 , PAGES 115 À 124
ÉDITIONS **IRIS ÉDITIONS**

ISSN 1287-1672

ISBN 9782200932060

DOI 10.3917/ris.111.0115

Date de mise en ligne : 05/10/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2018-3-page-115?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour IRIS éditions.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

L'Amérique latine est-elle toujours l'« arrière-cour » des États-Unis ?

Alexander Main

Directeur de la politique internationale au
Center for Economic and Policy Research
(CEPR, Washington)¹.

À la fin du printemps 2008, le prestigieux Council on Foreign Relations publiait un rapport intitulé *Les relations États-Unis-Amérique latine : une nouvelle orientation pour une nouvelle réalité*². Programmé pour influencer l'agenda de politique étrangère de l'administration états-unienne à venir [qui sera celle de Barack Obama], le texte affirmait que « l'ère qui a vu les États-Unis exercer une influence dominante sur l'Amérique latine est révolue ». Au Sommet des Amériques d'avril 2009, le président Obama semblait être sur la même longueur d'onde, promettant aux dirigeants latino-américains une « nouvelle ère » de « partenariat égalitaire » et de « respect mutuel ». Quatre ans plus tard, le second secrétaire d'État de B. Obama, John Kerry, allait encore plus loin en déclarant solennellement devant ses homologues de l'Organisation des États américains (OEA) que « l'ère de la doctrine Monroe était révolue ». Le discours³ – qui annonçait la fin d'une politique vieille de près de deux cents ans largement perçue comme un chèque en blanc à

1. Traduction et notes additives : Mireille Azzoug.

2. Julia E. Sweig, Shannon K. O'Neil, Charlene Barshefsky et James T. Hill (dir.), *U.S.-Latin America Relations: A New Direction for a New Reality*, Washington, Council on Foreign Relations, 2008.

3. OAS, « At the OAS, Kerry Urges Region to Strengthen Democracies, Invest in Education and Combat Climate Change », Communiqué de presse, 18 novembre 2013.

l'intervention des États-Unis dans la région – avait été chaudement applaudi et avait sans doute aidé à pardonner partiellement à John Kerry d'avoir, quelques mois auparavant, fait référence à l'Amérique latine comme l'« arrière-cour » des États-Unis.

L'administration Trump a adopté une tout autre approche dans ses relations avec l'Amérique latine. Peu de temps après son installation à la Maison-Blanche, le nouveau président états-unien annonçait qu'il allait revenir sur les politiques très largement encensées de B. Obama qui normalisaient les relations avec Cuba. Au lieu de confirmer l'abandon de la « doctrine Monroe », le premier secrétaire d'État du président Trump, Rex Tillerson, déclarait qu'elle avait clairement été un succès. De peur que quelqu'un puisse douter de sa parfaite maîtrise de l'histoire de la doctrine, il avait fièrement fait écho aux sentiments de ses auteurs initiaux, le président John Adams et le secrétaire d'État James Monroe, et soulignait au passage – à propos du développement des relations de la région avec la Chine : « L'Amérique latine n'a pas besoin de nouvelles puissances impériales », « notre région doit rester vigilante et se protéger des puissances lointaines »¹.

Étant donné ces déclarations, et d'autres faites par Donald Trump et son équipe, l'on peut être tenté de penser que l'actuelle administration états-unienne a l'intention de faire échouer la politique progressiste et éclairée qui a vu le jour sous B. Obama. Toutefois, une analyse plus fine des politiques

Les administrations états-uniennes ont suivi une feuille de route à peu près similaire en Amérique latine, du moins depuis le début du XX^e siècle

pensées et mises en place par la nouvelle administration suggère que, pour l'essentiel, celle-ci poursuit largement, dans la région, les mêmes objectifs politiques, économiques et sécuritaires que B. Obama, bien qu'elle ne fasse parfois l'économie d'une grande imprudence et d'une

agressivité plus marquée. Dans le même ordre d'idées, il est intéressant de noter que l'agenda de B. Obama pour l'Amérique latine – à l'exception importante et tardive de l'ouverture à Cuba – ne divergeait pas de façon significative de celui de son prédécesseur, George W. Bush.

Les administrations états-uniennes ont, en effet, suivi une feuille de route à peu près similaire en Amérique latine, du moins depuis le début du XX^e siècle, bien que les moyens de sa mise en œuvre aient enregistré des changements significatifs au fil du temps. Les objectifs principaux sont demeurés identiques, le plus important d'entre eux étant de continuer à exercer une hégémonie sur la totalité de la région. Mais malgré un important retour en force au cours des

1. « Secretary of State Rex Tillerson – On U.S. Engagement in the Western Hemisphere », University of Texas, Austin, 1^{er} février 2018. Ndt : le discours exact dit : « L'Amérique latine n'a pas besoin de nouvelles puissances impériales dont le seul but est de profiter à leur propre peuple » et « Notre région doit rester vigilante et se protéger des puissances lointaines qui ne reflètent pas les valeurs partagées dans notre région. »

dernières années des acteurs de droite pro-états-uniens en Amérique latine, Washington pourrait, à long terme, avoir des difficultés à maintenir un contrôle stratégique sur la région, notamment du fait de son évincement progressif en tant qu'acteur économique dominant dans l'hémisphère. Par ailleurs, le nationalisme exacerbé de D. Trump est susceptible de contribuer à réveiller des élans nationalistes et anti-impérialistes à travers la région, comme cela s'est récemment produit au Mexique.

Des objectifs politiques inébranlables

Bien que souvent justifiée par une rhétorique de promotion de la démocratie et des droits de l'homme, la stratégie politique de Washington en Amérique latine peut se résumer comme suit : choyer les gouvernements et les mouvements qui soutiennent ses objectifs économiques, sécuritaires et de politique étrangère et tenter d'éliminer ceux qui s'y refuseraient. De ce point de vue, B. Obama a pu préparer le terrain pour D. Trump. Tandis qu'à son arrivée à la Maison-Blanche, en 2009, la majorité des Latino-Américains vivaient sous des gouvernements progressistes qui, d'une manière générale, avaient cherché à accroître leur indépendance à l'égard des États-Unis, seule une petite poignée de pays étaient encore dirigés par des gouvernements de gauche lorsqu'il a quitté le pouvoir.

B. Obama n'a pas joué un mince rôle dans l'instauration de ce changement politique tectonique. En 2009, le président et sa première secrétaire d'État, Hillary Clinton, ont prêté main-forte à un coup d'État victorieux de la droite au Honduras, fomenté avec l'aide de l'armée, en entravant les efforts pour rétablir le président de gauche élu, Manuel Zelaya¹. L'année suivante, les États-Unis intervenaient dans les élections haïtiennes et réussissaient, en faisant pression sur les autorités du pays, à obtenir qu'elles modifient arbitrairement le résultat du scrutin afin d'assurer la victoire d'un candidat de droite favorable à leurs intérêts². En 2011, le département d'État états-unien faisait échec aux efforts régionaux pour inverser un « coup d'État parlementaire » qui destituait le président de gauche du Paraguay à l'issue d'un processus très largement contesté³. Durant l'été 2016, au Brésil, l'administration Obama a soutenu de tout son poids diplomatique les acteurs politiques corrompus de droite qui ont chassé du pouvoir la présidente de gauche, Dilma Rousseff, en mettant en œuvre une procédure de destitution entachée d'irrégularités et très controversée⁴. À peu près au même moment, l'administration états-unienne s'opposait à des prêts multilatéraux au

1. Alexander Main, « A New Chapter of Engagement: Obama and the Honduran Coup », *NACLA Report on the Americas*, vol. 43, n° 1, 2010.
2. Jake Johnston et Mark Weisbrot, « Haiti Fatally Flawed Election », CEPR, janvier 2011.
3. Natalia Viana, « USAID's Dubious Allies in Paraguay », *The Nation*, 29 avril 2013.
4. Mark Weisbrot, « Kerry's Meeting with Brazilian Official Shows Support for Illegitimate Government », *The Hill*, 9 août 2016.

gouvernement argentin de gauche de Cristina Kirchner, aggravant une situation économique tumultueuse qui a contribué à sceller la victoire du candidat multimillionnaire de droite, Mauricio Macri, à l'élection présidentielle de 2015. La défaite de la gauche au Brésil et en Argentine a signé l'effondrement de deux des piliers du mouvement continental progressiste d'intégration du début du XXI^e siècle. L'un de ces piliers est toutefois resté debout, résistant obstinément aux tentatives répétées de Washington de déloger son gouvernement : le Venezuela.

Au Venezuela, B. Obama a fait tout ce qui était en son pouvoir pour chasser les « chavistes ». En 2013, son administration a refusé de reconnaître la victoire électorale de Nicolas Maduro, malgré l'absence de preuves de fraude électorale¹. En 2015, en même temps qu'il prenait des mesures pour normaliser les relations avec Cuba, le président classait le Venezuela parmi les pays présentant une « menace extraordinaire pour la sécurité nationale » des États-Unis afin de justifier l'imposition de sanctions ciblant de hauts responsables du gouvernement de ce pays². Toutefois, en août 2017, D. Trump allait plus loin, en imposant de sévères sanctions économiques qui réduisaient très fortement l'accès du Venezuela aux marchés financiers internationaux, exacerbant la crise économique que traversait ce pays³. Des sources à la Maison-Blanche ont révélé que le président avait même envisagé une invasion militaire du Venezuela⁴.

Pourquoi cette obsession à l'égard du Venezuela, un pays qui ne menace nullement la sécurité des États-Unis ? Comme cela est fréquemment souligné, la politique de Washington en Amérique latine est souvent le produit de la politique intérieure du pays ; l'obsession vénézuélienne – en partie nourrie par des secteurs riches et très à droite des diasporas cubaine et vénézuélienne en Floride – en est un bon exemple. De manière plus significative, un gouvernement de gauche au Venezuela pose un défi unique à l'hégémonie américaine étant donné les immenses richesses pétrolières dont dispose ce pays et, partant, sa capacité à exercer son influence bien au-delà de ses frontières – comme l'ont montré l'accord Petrocaribe et d'autres initiatives régionales de ce pays. Tandis que ces deux facteurs ont, durant des années, contribué à conférer au Venezuela le statut d'ennemi public n° 1 dans l'hémisphère, l'équipe de politique étrangère de D. Trump comporte une panoplie de personnages particulièrement virulents qui ont porté l'obsession du Venezuela à une nouvelle extrémité.

La « dream team » de politique étrangère de D. Trump compte ainsi dans ses rangs le conseiller à la sécurité nationale John Bolton, néoconservateur notoire,

1. Mark Weisbrot, « The United States shows its contempt for Venezuelan democracy », *The Guardian*, 22 avril 2013.
2. The White House, « FACT SHEET: Venezuela Executive Order », Communiqué de presse, 9 mars 2015.
3. Mark Weisbrot, « Trump's Sanctions Make Venezuela's Economic Recovery Nearly Impossible », *The Nation*, 7 septembre 2017.
4. Joshua Goodman, « Trump pressed aides on Venezuela invasion, US official says », Associated Press, 5 juin 2018.

qui avait fait une fixation sur la « menace » vénézuélienne lorsqu'il officiait au sein de l'administration de George W. Bush. Rex Tillerson a été remplacé par un faucon, Mike Pompeo. Et même si R. Tillerson avait suscité la controverse en faisant l'éloge de la « doctrine Monroe », il a, à certains égards, été plus prudent que son successeur car il s'était, selon certaines sources, opposé aux sanctions financières à l'encontre du Venezuela recommandées par celui qui était alors à la tête de la Central Intelligence Agency (CIA), M. Pompeo. Pour finir, le sénateur cubano-états-unien de Floride Marco Rubio – qui entretient d'étroites relations avec les secteurs les plus durs des diasporas cubaine et vénézuélienne – est, de toute évidence, devenu le principal conseiller de D. Trump pour l'Amérique latine. Il a, entre autres, opéré avec succès un lobbying en faveur de sanctions économiques contre le Venezuela et appelé à un coup d'État militaire dans ce pays.

Bien que l'équipe de D. Trump semble particulièrement focalisée sur le Venezuela, il ne fait aucun doute qu'elle a aussi des vues sur les quelques autres gouvernements de gauche qui restent encore dans la région : ceux de Cuba, de Bolivie, du Nicaragua, du Salvador et peut-être même celui, très modéré, d'Uruguay. Les États-Unis ont à leur disposition un arsenal d'outils de « soft power » pour faire avancer leur agenda en matière « de gouvernance et de démocratie ». L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy), subventionnée par le gouvernement, disposent de programmes de « promotion de la démocratie » qui accordent des subventions et fournissent des formations, en priorité, aux organisations pro-états-uniennes qui ont, par ailleurs, souvent des liens avec les partis politiques. Dans un certain nombre de pays, comme le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur et le Salvador, les États-Unis ont utilisé ces programmes pour fournir une aide logistique et tactique à des mouvements de droite, violents et antidémocratiques¹.

**Donald Trump a aussi adopté
l'agenda de son prédécesseur en
matière de sécurité régionale**

Renforcer le contrôle stratégique américain

Donald Trump a aussi adopté l'agenda de son prédécesseur en matière de sécurité régionale, lequel avait été élaboré pour développer des stratégies de lutte contre le narcotrafic et les insurrections sous les présidences de William Clinton et George W. Bush. Ces deux présidents avaient injecté des milliards de

1. Alexander Main, Jake Johnston et Dan Beeton, « Chapter 17. Latin American and the Caribbean », *The Wikileaks Files*, Londres, Verso, 2015.

dollars dans le Plan Colombie¹, qui soutenait financièrement de vastes offensives militaires, lesquelles ont conduit au déplacement de millions de civils et contribué au décès de milliers d'autres, tout en n'ayant pratiquement aucun effet sur la production de cocaïne².

Malgré ses résultats contestables, le Plan Colombie a été salué par la majorité des responsables de politique étrangère et mis en avant comme un modèle pour l'Initiative Mérida au Mexique (2008)³, soutenue par G. W. Bush, laquelle a financé une « guerre militarisée contre la drogue » qui a fait pas moins de 150 000 morts. Mérida comportait au départ un volet Amérique centrale, que l'administration Obama a autonomisé en créant l'Initiative régionale de sécurité pour l'Amérique centrale (Central America Regional Security Initiative, CARS⁴) qui mobilise des dizaines de millions de dollars d'aide à la sécurité, prioritairement en direction du Honduras, du Guatemala et du Salvador⁵. Au cours des dernières années, tous ces pays ont adopté leur propre approche militaire pour imposer la loi, et tous ont connu des poussées de violence qui leur valent d'être classés parmi les plus violents au monde.

Il va de soi que le gouvernement états-unien dispose depuis longtemps d'un solide agenda de sécurité couvrant en très large partie l'Amérique latine, et ce, depuis bien avant la célèbre déclaration de Theodore Roosevelt qui présentait les États-Unis comme la « force de police internationale » de la région. Durant les premières décennies du XX^e siècle, les États-Unis ont opéré de nombreuses interventions militaires dans la région, n'hésitant pas à occuper militairement durant de longues années le Nicaragua, Haïti et la République dominicaine.

Après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement états-unien a développé des stratégies d'engagement de grande envergure, déployant des forces militaires dans tout l'hémisphère. En 1946, le département de la Défense lançait l'École des Amériques, ultérieurement rebaptisée Institut de l'hémisphère occidental pour la sécurité et la coopération (Western Hemisphere Institute for Security Cooperation, WHINSEC) – dans lequel des milliers de hauts responsables militaires de toute l'Amérique latine ont reçu un entraînement à la répression des insurrections, ostensiblement destiné à défendre leur pays contre le communisme promu par l'Union soviétique. L'intervention militaire directe dans la région est alors devenue moins fréquente, mais les forces militaires latino-américaines ont souvent agi de concert avec les agents des services secrets états-unis pour réprimer par la violence les mouvements progressistes et, dans de nombreux cas, renverser des gouvernements de gauche.

1. Steven Cohen, « Rewriting the History of Plan Colombia », *nacla.org*, 17 juillet 2015.
2. José Miguel Vivanco, « How the Colombian Army Encouraged Killings », Human Rights Watch, 13 novembre 2017.
3. Laura Carlsen, « A Plan Colombia for Mexico », *Foreign Policy in Focus*, 10 septembre 2010.
4. Ndt : Voir Christophe Ventura, « L'Amérique latine suspendue à l'arrivée de Donald Trump », *Note de conjoncture*, IRIS – AFD, février 2017.
5. Mike LaSusa, « Are US Anti-Crime Programs in Central America Working? », *insightcrime.org*, 6 mars 2017.

La guerre froide a peut-être officiellement pris fin en 1991, mais les programmes états-uniens de formation se sont, pour leur part, poursuivis. Des personnels militaires formés par les États-Unis ont été impliqués dans des coups d'État militaires à Haïti (1991)¹, au Venezuela (sans succès, en 2002)² et au Honduras (2009)³, de même que dans des campagnes anti-insurrectionnelles sanglantes au Guatemala, au Salvador et en Colombie. Ces programmes de formation, ainsi que d'autres formes d'aide à la sécurité, ont permis au Pentagone de maintenir de façon ininterrompue une forte influence au sein des forces militaires latino-américaines. De surcroît, les États-Unis ont étendu leur présence militaire directe dans la région à travers des accords formels et informels d'installation de bases dans un certain nombre de pays, parmi lesquels le Pérou, le Guatemala, le Honduras et, bien évidemment, la Colombie, principal partenaire stratégique du Pentagone en Amérique latine⁴. Ces accords, ainsi que d'autres, permettent aux États-Unis d'utiliser, dans diverses parties de la région, des dispositifs gouvernementaux militaires ou destinés à d'autres usages comme plates-formes pour lancer des opérations de sécurité et mener des activités de collecte de renseignements.

Le résultat d'ensemble des programmes de formation, d'implantation de bases et d'autres accords logistiques états-uniens a été la consolidation du contrôle stratégique militaire des États-Unis sur une grande partie de la région. Maintenir ce contrôle a constitué une priorité pour Washington, quelle que fût l'administration en place. Le Honduras – où les États-Unis ont stationné des centaines d'effectifs militaires depuis le début des années 1980 – offre une illustration vivante de la manière dont les relations de sécurité stratégique peuvent, pour le gouvernement états-unien, prendre le dessus sur toute autre considération⁵. En juin 2009, des chefs militaires entraînés par les États-Unis ont opéré un coup d'État militaire contre le président élu, Manuel Zelaya, qui avait, sur le front intérieur, développé d'étroites relations avec des mouvements ayant fait campagne contre la présence militaire états-unienne dans le pays et, sur le front extérieur, scellé une solide alliance avec le gouvernement vénézuélien. Comme évoqué précédemment, Washington a aidé à la perpétration de ce coup d'État et a, par la suite, accru son aide à la sécurité au Honduras, malgré une

Les États-Unis ont étendu leur présence militaire directe dans la région à travers des accords formels et informels d'installation de bases

1. Adrienne Aron, « Haiti and the school of assassins », *soaw.org*, 18 janvier 2007.
2. Heather Dean, « Notorious graduates from Venezuela », *soaw.org*, novembre 2009.
3. « Military Coup by SOA Graduates in Honduras Shines Spotlight on Controversial U.S. Military Training School », *soaw.org*, 2009.
4. Sebastian E. Bitar, *US Military Bases, Quasi-bases, and Domestic Politics in Latin America*, Stamford, Gardner, 2016.
5. Jake Johnston, « How Pentagon Officials May Have Encouraged a 2009 Coup in Honduras », *theintercept.com*, 29 août 2017.

forte recrudescence des violations des droits humains, y compris l'assassinat de centaines de dirigeants sociaux, comme Berta Cáceres, dont les assassins étaient pour certains des responsables militaires, démobilisés ou toujours en exercice, formés par les États-Unis. Fin novembre 2017, le candidat Juan Orlando Hernández a été déclaré vainqueur d'une élection tellement entachée de fraude que même l'OEA, traditionnellement alignée sur les États-Unis, a appelé à un nouveau scrutin¹. Au cours des semaines suivantes, des protestations, qui avaient surgi dans tout le pays, ont été violemment réprimées par les forces militaires et de police qui ont tiré à balles réelles, provoquant des dizaines de morts parmi les manifestants non armés. Imperturbable, le département d'État états-unien a reconnu le résultat de l'élection et continué à fournir une solide assistance aux forces de sécurité du pays.

Garder le paradigme néolibéral en vie

Les États-Unis continuent de promouvoir des politiques qui transfèrent au secteur privé le contrôle économique exercé par les États et développent la financiarisation des économies

En matière d'agenda économique régional, D. Trump a, à certains égards, opéré un sérieux revirement par rapport aux politiques menées par ses prédécesseurs, en particulier par sa décision de renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena). Négocié sous George H. W. Bush, approuvé sous W. Clinton, et fortement soutenu par G. W. Bush et B. Obama, le traité a été vanté comme un modèle d'accord commercial par la plupart

de l'*establishment* états-unien – de manière quasi similaire au Plan Colombie, considéré comme un modèle de programme de sécurité. Les partisans du nationalisme économique² proches de D. Trump espèrent réécrire l'accord de manière à rétablir les protections en faveur de certains secteurs de l'industrie lourde du pays et à réduire les « droits » des investisseurs, mais ils sont confrontés à une forte opposition de nombreux membres du cabinet et de donateurs qui ont financé la campagne de D. Trump, qui représentent les intérêts des multinationales et des banques de Wall Street.

Rien ne montre toutefois que la coterie des « nationalistes économiques » cherche à réduire les efforts de promotion du néolibéralisme auxquels se livre le gouvernement états-unien dans toute la région depuis la fin des années 1970.

1. OAS, « Statement by the OAS General Secretariat on the Elections in Honduras », Communiqué de presse, 17 décembre 2017.

2. Ndt : qui défendent le protectionnisme et le contrôle des politiques économiques par l'État.

De fait, les États-Unis continuent de déployer tout un arsenal d'outils intrusifs pour promouvoir des politiques qui transfèrent au secteur privé le contrôle économique exercé par les États et développent la financiarisation des économies. Si ces politiques ont permis l'essor des multinationales états-uniennes et de Wall Street, elles ont échoué à améliorer les conditions de vie de la plupart des Latino-Américains.

Le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et les autres institutions financières internationales, qui développent des politiques sur lesquelles les États-Unis exercent un contrôle effectif, continuent d'assortir leurs prêts de conditions qui peuvent conduire à des resserrements monétaires et budgétaires économiquement paralysants, et contraignent ainsi les gouvernements à abandonner stratégies de développement et politiques industrielles. Parallèlement, les programmes d'aide économique états-uniens affaiblissent souvent encore davantage le rôle économique des États à travers le soutien financier qu'ils apportent à la privatisation des services publics et sociaux – et l'« assistance » technique qui affaiblit les cadres de réglementation dans le seul but d'attirer à tout prix les investissements directs étrangers.

Dans les années 1980 et 1990, l'Amérique latine a subi bien plus d'ajustements structurels libéraux que n'importe quelle autre région du monde, en grande partie du fait que les gouvernements se sont trouvés dans la nécessité de recourir à des prêts des institutions financières internationales, à la suite des crises de la dette du début des années 1980. Le résultat a été la fin d'un cycle de développement économique vigoureux dans la majeure partie de la région, suivie de deux décennies d'une croissance largement stagnante, qui s'est accompagnée de la baisse des indicateurs sociaux et du démantèlement des services publics¹.

À la fin des années 1990, les Latino-Américains ont fait part de leur lassitude et commencé à élire des gouvernements de gauche qui, à des degrés divers, se sont opposés au libéralisme du « consensus de Washington ». Il en est résulté, dans de nombreux pays, particulièrement d'Amérique du Sud, la mise en œuvre de politiques économiques hétérodoxes, qui se sont notamment traduites par l'expansion des programmes publics de santé, d'éducation et de logement pour les plus démunis et la renationalisation des industries stratégiques. Les résultats ont été très largement positifs, avec une reprise significative de la croissance et une baisse de la pauvreté et des niveaux d'inégalités².

Au cours des quelques dernières années, la forte instabilité économique – en partie liée à la chute des cours des produits de base ainsi qu'à d'autres facteurs externes – a contribué à ramener au pouvoir des acteurs néolibéraux de droite. Comme évoqué précédemment, les offensives antidémocratiques soutenues par Washington ont également contribué au glissement du spectre politique

1. Mark Weisbrot et David Rosnick, « Another Lost Decade? Latin America's Growth Failure Continues into the 21st Century », CEPR, novembre 2003.

2. Mark Weisbrot et Rebecca Ray, « The Scorecard on Development, 1960-2010 : Closing the Gap? », CEPR, avril 2011.

vers la droite. L'agenda économique néolibéral états-unien est ainsi redevenu dominant dans la région. Malgré cela, le gouvernement de Washington craint que l'Amérique latine n'échappe à nouveau à son contrôle, des craintes qui pourraient s'avérer tout à fait fondées. En effet, il n'existe dans la région que peu d'appétence pour un surcroît de réformes néolibérales. Il est à ce propos intéressant de noter que des protestations massives se sont déroulées dans trois pays où le FMI s'est récemment immiscé dans la détermination des politiques économiques : l'Argentine, Haïti et le Nicaragua – bien que dans ce dernier, les protestations semblent avoir aussi reçu un soutien de la part d'entités soutenues par les États-Unis¹. Au Brésil, de sévères mesures d'austérité² sont actuellement mises en œuvre avec le concours du FMI et du puissant secteur financier, et le taux des sondages favorables au président non élu est tombé à 5 %.

En d'autres termes, malgré tous les efforts du gouvernement états-unien pour empêcher la gauche d'accéder au pouvoir, les élections sont, à plus long terme, susceptibles de favoriser les mouvements antinéolibéraux. Toutefois, le risque de voir revenir au pouvoir des régimes dictatoriaux n'est plus une possibilité totalement improbable, en particulier si l'on considère les récents développements dans des pays comme le Brésil, où un ancien président populaire a été incarcéré sur des accusations dénuées de fondement³, ou encore le Honduras, où les États-Unis ont soutenu une réélection frauduleuse et inconstitutionnelle.

La « menace » rampante de la Chine

Mais l'actuelle administration états-unienne n'a pas pour seul sujet de préoccupation les élections démocratiques. Lorsque R. Tillerson a évoqué la nécessité de « se protéger des puissances lointaines », il ne s'agissait pas de propos abstraits : il faisait très directement allusion à la Chine, qu'il accuse « d'utiliser des moyens diplomatiques pour attirer la région dans son orbite ». La Stratégie de sécurité nationale de la Maison-Blanche pour 2017 utilise des propos similaires pour décrire la « menace » chinoise, tout comme les membres les plus influents du Congrès issus des deux grands partis.

Tous craignent l'ascendant économique croissant de la Chine en Amérique latine. Le volume total du commerce entre Pékin et la région est passé de 12 milliards de dollars en 2000 à près de 280 milliards en 2017. La Chine est, en outre, devenue un très gros investisseur dans la région, et ses lignes de crédit, essentiellement dans les domaines de l'énergie et des projets d'infrastructures,

1. John Perry, « After 2 Months of Unrest, Nicaragua Is at a Fateful Crossroads », *The Nation*, 22 juin 2018.
2. Dom Phillips, « Zika and health cuts blamed for rise in baby death rates in Brazil », *The Guardian*, 17 juillet 2018.
3. Mark Weisbrot, « Brazil's Democracy Pushed Into the Abyss », *The New York Times*, 23 janvier 2018.

dépassent désormais le financement combiné de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement¹.

R. Tillerson et d'autres hauts responsables ont alerté sur le fait que la Chine faisait la promotion d'un « modèle de développement dirigé par l'État », tandis que la Fondation nationale pour la démocratie a récemment publié un rapport alléguant que Pékin tire parti de « sa puissance économique pour accroître son influence politique sur toute la région »². En réalité, il n'existe pas de preuves permettant de penser que la Chine n'adhère pas à sa sacro-sainte politique de non-intervention dans les affaires intérieures des autres pays. Contrairement aux pratiques de prêts du FMI, de la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales soutenues par les États-Unis, les financements accordés par la Chine ne sont pas conditionnés à l'application de politiques économiques orthodoxes par les gouvernements, ni à celle d'aucun autre modèle de politiques macroéconomiques.

Du point de vue des principaux décideurs politiques états-uniens, c'est en fait là que réside le problème. La Chine, en n'imposant aucune préconisation de politiques dans ses transactions commerciales et financières, laisse à ses partenaires latino-américains la liberté de développer leurs propres alternatives économiques et politiques, y compris celles de modèles dirigés par l'État qui vont à l'encontre de l'agenda de Washington. En dépit de leurs mises en garde de plus en plus alarmistes concernant la « menace » chinoise en Amérique latine, il est peu de chose que les hauts responsables états-uniens puissent faire, sauf à imposer leur propre agenda en recourant à la force.



La feuille de route agressive et interventionniste de D. Trump en Amérique latine, comme celles, très similaires, de ses prédécesseurs, recueille un large consensus dans les rangs de l'Amérique traditionnelle – à l'exception de la décision unilatérale de faire payer au Mexique un mur à la frontière entre les deux pays et de quelques autres annonces outrancières. Depuis de nombreuses décennies, la plupart de l'élite en charge de la politique étrangère du pays accepte sans sourciller l'idée que les États-Unis doivent conserver une influence politique, militaire et économique dans la région. Même les éminents et libéraux

1. High Level Working Group on Inter-American, Relationship & Bipartisanship, *Responding to Growing Influences from Outside the Hemisphere: Setting a New Inter-American Agenda*, New York, Global Americans, 2018.
2. Juan Pablo Cardenal, « China in Latin America », in *Sharp Power: Rising Authoritarian Influence*, Washington, National Endowment for Democracy, 2017, p. 34.

**La Chine laisse à ses partenaires
latino-américains la liberté de
développer leurs propres alternatives
économiques et politiques**

spécialistes des relations internationales que sont John Mearsheimer et Stephen Walt – qui sont ouverts au concept de monde multipolaire – défendent l'idée que « préserver la domination des États-Unis dans l'hémisphère occidental » est « ce qui importe vraiment »¹. Pour beaucoup d'entre eux, la question qui se pose est alors d'assurer la crédibilité internationale des États-Unis en tant que superpuissance.

Mais la résistance de l'Amérique latine à l'agenda politique états-unien pour la région va sans aucun doute se poursuivre, encouragée par le déclin relatif des États-

La résistance de l'Amérique latine à l'agenda politique états-unien pour la région va sans aucun doute se poursuivre

Unis en tant que puissance économique et l'antiaméricanisme inévitablement engendré par les gesticulations xénophobes de D. Trump. Le dernier signe en date de cette résistance vient du Mexique, où des décennies de néolibéralisme et l'échec d'une guerre contre le narcotraffic financée par les États-Unis – qui s'est avérée dévastatrice –

ont impulsé la victoire écrasante d'un candidat de gauche à la présidence pour la première fois dans l'histoire contemporaine de ce pays². À une époque où la plupart des gouvernements de la région sont inféodés à Washington, la remarquable transformation politique en cours à la porte Sud de la frontière des États-Unis apporte une lueur d'espoir aux peuples d'Amérique latine et à leur quête d'une véritable indépendance. ■

1. John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, « The Case for Offshore Balancing », *Foreign Affairs*, juillet-août 2016, p. 71. En français in *La Revue internationale et stratégique*, n° 105, IRIS Éditions – Armand Colin, printemps 2017.
2. Mark Weisbrot, Lara Merling, Rebecca Watts et Jake Johnston, « The Pact for Mexico after Five Years : How has it Fared », CEPR, juin 2018.